

## **Lettre ouverte aux Ministres de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise,**

Voici un an que la Ministre de la Culture, Fadila Laanan, et son équipe ont initié les Etats généraux de la Culture. Notre demande pressante à la veille des élections de mai 2004 - carte blanche dans Le Soir en avril 2004 -, relayée par de nombreux acteurs culturels et politiques, a été entendue et nous nous en réjouissons.

De nombreux débats ont été organisés à travers toute la Communauté française. Le secteur culturel y a pris part avec un mélange d'espoir et de fatalisme. Le moment des conclusions approche... Cependant, comme la démocratie, qui doit toujours être réaffirmée, la culture est un processus en évolution permanente et l'exercice serait vain s'il était exclu d'envisager, aujourd'hui, que tout est encore possible. Car tout dépend des priorités que retiendra la Ministre et, plus encore, des engagements que prendront le Parlement et le Gouvernement de la Communauté.

On le sait, les temps sont difficiles pour les finances publiques. Il faut pourtant rappeler que le soutien public à l'art et à la culture est une tradition européenne, une tradition qui vient d'être confortée par le vote sur la diversité culturelle à l'Unesco et qui repose sur la conviction qu'il ne s'agit pas là de matières « ornementales », mais de véritables instruments de démocratie, de lien social et de développement économique. Fondamentalement, cela relève du rôle que doivent assumer les pouvoirs publics. Ces domaines sont de leur compétence et des synergies doivent être suscitées ou réactivées entre Régions et Communauté, sans oublier les villes et les Provinces.

Curieusement, le récent plan « Marshall » est exempt de toute référence culturelle ! Dans les faits, la Région wallonne investit dans le secteur culturel (patrimoine, tourisme, emplois...). Pourquoi le nier ? Pourquoi refuser d'affirmer la culture comme un vecteur essentiel du développement humain ? Il y a beaucoup à faire pour les femmes et les hommes de ce pays, et particulièrement pour les jeunes (ils sont notre avenir), pour les personnes paupérisées et socialement marginalisées (au bord de la fracture sociétale). Notre Communauté Wallonie-Bruxelles est en crise. Elle ne s'en sortira que par un réinvestissement en profondeur dans la culture et - c'est lié - dans l'éducation !

Les Etats généraux ont abordé de nombreux sujets, sectoriels et transversaux, et même les critères de subventionnement (promotion des valeurs éthiques, exigence de rigueur, prise de risques...). Des thèmes importants, que nous ne développerons pas ici sans pour autant les nier. Mais nous voulons rappeler quelques priorités qui nous paraissent essentielles :

1° L'art à l'école. Il est urgent que les ministères concernés (culture et éducation) adoptent, de manière volontariste, un plan global d'ouverture à l'art et à la culture pour toutes les écoles, de la maternelle au supérieur. Les partenariats avec les institutions culturelles et les « résidences » d'artistes, qui pourraient d'ailleurs intervenir sur l'environnement scolaire, sont des pistes à explorer sérieusement.

2° L'accès à la culture. Il doit impérativement être élargi à tous et au plus grand nombre ! La demande est importante et les initiatives anciennes ou récentes (Théâtre Action, Article 27,

activités culturelles vers les CPAS...) ont prouvé leur efficacité. Rappelons que l'objectif n'est pas d'augmenter la « consommation culturelle », mais l'information et la participation de tous, au sens le plus riche du terme. En ce sens, il faut revaloriser les Maisons de jeunes, Centres culturels, Centres d'expression et de créativité... et encourager les expériences nouvelles.

3° Il faut soutenir davantage nos artistes, en soutenant leur création, même dans ce qu'elle peut avoir de singulier et d'exigeant, au contraire des projets soutenus par la culture « marchande », et encourager l'innovation et la transversalité. On pourrait notamment confier à des artistes (souvent imaginatifs) des responsabilités dans des structures existantes, ou à créer !

4° Art, culture et télévision ? C'est essentiel. Et ce n'est pas impossible. La Ministre, consciente de l'enjeu, s'est exprimée à ce sujet. Précisons qu'il ne s'agit pas d'imposer à la RTBf (entreprise publique) de répercuter ce que font les autres, mais de lui suggérer de donner à ses meilleurs éléments la possibilité d'être créatifs ! Pour que télé rime avec qualité...

5° Stimuler l'interculturalité ! Être en phase avec l'évolution de la société ! La diversité culturelle s'est amplifiée, ces dernières années, et les pratiques interculturelles peuvent jouer un rôle considérable dans la sauvegarde du lien social et dans le respect des identités.

6° L'art n'a pas de frontières. Si nous sommes ouverts aux cultures venues d'ailleurs, il est également important que nos artistes soient mieux connus et reconnus à l'étranger. En ce sens, le rôle du Commissariat général aux Relations internationales est essentiel. Il devrait être fondamentalement revu.

Si la situation actuelle ne porte pas à l'euphorie, les Etats généraux menés par la Ministre de la Culture ont eu le mérite de lever des tabous et de stimuler l'imagination, à tous les niveaux. Il reste que c'est l'ensemble du Gouvernement de la Communauté française qui doit considérer l'art et la culture comme des priorités, les maintenir au centre de ses préoccupations. Pour redynamiser le secteur, il faut trouver les moyens de le faire ! Nous pensons évidemment à l'indispensable « refinancement » !

L'art et la culture sont des placements à long terme et à haut rendement, fondés sur des valeurs démocratiques et sur l'épanouissement du citoyen. La Communauté peut-elle s'en priver ?

Pour Culture et Démocratie,

Paul Biot, Michel Boermans, Laurent Busine, Marcel De Munnynck, Bernard Focroulle, Paul Gonze, Roland Mahauden, Gérard Preszow, Joël Roucloux, Georges Vercheval.